



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

Service Risques
44 rue de Tournai –
CS40259
59019 LILLE CEDEX

Affaire suivie par :
Julien DEVROUTE
Tél : 03 20 13 48 10

Fax : 03 20 40 54 68
julien.devroute@developpement-durable.gouv.fr

Lille, le 16 décembre 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS
CLASSEES POUR PASSAGE
AU CODERST**

Référence : Rejet de Substances Dangereuses dans l'eau (RSDE)
Ref Equipe : B3
N° S3IC : 0070.01029
Type d'établissement : Autorisation

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté préfectoral complémentaire imposant la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses de l'établissement SITRA FRANCE à Sailly-sur-la-lys (62) dans le milieu aquatique

Nom de l'établissement : SITRA FRANCE

Adresse de l'établissement : Rue de la Lys – BP 8
62840 SAILLY SUR LA LYS

Activité principale : Lavage de citernes routières

Sommaire

1. Introduction
2. Mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011
3. Surveillance (phase pérenne) des rejets de substances dangereuses
4. Avis de l'inspection des installations classées
5. Suites administratives

Annexes

1. Tableaux de synthèse des résultats
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Copies : Préfet, Service Risques DREAL, UT DREAL, Chrono

I. - INTRODUCTION

La directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (3RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord – Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquérir ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Énergie, de l'Énergie, du développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 a défini une deuxième phase de cette action qui consiste à la mise en place d'actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substance toxiques déversées dans les rejets des ICPE.

II. - MISE EN OEUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009

II.1. Établissements concernés :

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles,
- soumises à déclaration si une action généralisée, visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,
- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

II.2. Rejets concernés :

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviat de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une

station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

II.3. Étapes de réalisation :

L'action se déclinera de la manière suivante pour les installations concernées :

→ Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure 24h/mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.

La liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue un fine le rejet des eaux de l'établissement,
- des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE

La circulaire du 23 mars 2010 précise que la recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire. Pour le secteur de la chimie qui ne dispose pas de liste sectorielle, la recherche peut être abandonnée pour les substances qui n'ont pas été détectées ni lors de la première phase de l'action RSDE, ni après 1 mesure réalisée dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la circulaire susvisée.

→ **Émission d'un rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée.

→ **Prise d'un second arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ **Établissement et fourniture d'un programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'action comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des études technico-économiques permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ **Émission par l'exploitant d'un deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer de quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite, notamment à une amélioration de la qualité des rejets.

III. - SURVEILLANCE (PHASE INITIALE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2013 a imposé, en application de la circulaire du 5 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis par courriel du 23 octobre 2014 à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement son rapport de surveillance initiale, complété en dernier lieu le 12 décembre 2014.

Ce rapport comprend:

- Un tableau récapitulatif des mesures ;
- l'ensemble des rapports d'analyses ;
- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site de l'Ineris ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée ;

Au vu des résultats, l'exploitant a classé les substances mesurées lors de cette phase de surveillance en 2 catégories:

- 1- Les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : ***substances à abandonner***
- 2- Les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : ***substances à surveiller***

IV. - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

En conclusion de son rapport de synthèse, l'exploitant propose de maintenir en surveillance pérenne la substance *Cuivre et ses composés* et d'abandonner la surveillance de l'ensemble des autres substances. L'inspection des installations classées estime recevables ces propositions.

Un tableau récapitulatif des teneurs et flux mesurés pour les différentes substances se trouve en annexe.

Il convient donc d'imposer à l'exploitant un arrêté préfectoral complémentaire (projet joint en annexe 2) reprenant l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour réaliser la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par courrier du 14 novembre 2014, et a indiqué par contact téléphonique du 10 décembre 2014 ne pas avoir d'observation à formuler.

V – SUITES ADMINISTRATIVES

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'imposer à la société SITRA FRANCE à Sailly-sur-la-lys par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint au présent rapport.

L'Inspecteur de l'Environnement,
spécialité *Installations classées*



Julien DEVROUTE

Vu et transmis avec avis conforme à :

M. le Préfet du département du Pas-de-Calais, Direction des Affaires Générales – Bureau des Procédures d'Utilités Publique – Section Installations Classées
Pour passage en CODERST

18 DEC. 2014

Béthune, le
P/L e Directeur et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale de Béthune



Frédéric MODRZEJEWSKI

3. Tableau récapitulatif des minimums, maximums et moyennes des concentrations et flux

Paramètre	Norme	Méthode	Code Sandre	Concentration moyenne pondérée			Flux journalier		
				Minimum	Maximum	Moyenne pondérée	Minimum	Maximum	Moyenne
Débit journalier (m ³)	ISO 5667-10						53,3	93,4	72,2
Température	Mesure en continu						12,9	21,9	17,3
pH	Mesure en continu						7,45	7,80	7,66
Métaux									
Arsenic (As)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1369	Inf.5	Inf.5	Inf.5			
Cadmium (Cd)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1388	Inf.2	Inf.2	Inf.2			
Chrome total (Cr)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1389	Inf.5	Inf.5	Inf.2			
Nickel (Ni)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1386	Inf.10	Inf.10	Inf.10			
Plomb (Pb)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1382	Inf.5	Inf.5	Inf.5			
Cuivre (Cu)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1392	8,0	16,0	10,8	0,43	1,18	0,8
Zinc (Zn)	NF EN ISO 17294-2	ICP/MS	1383	22,0	67,0	35,3	1,23	6,06	2,8
Organostanneux									
Monobutylétain	XP T90-250	Dériv.GC-MS	2542	0,01	0,09	0,02	0,001	0,008	0,002
Dibutylétain	XP T90-250	Dériv.GC-MS	1771	Inf.0,02	Inf.0,02	Inf.0,02			
Tributylétain	XP T90-250	Dériv.GC-MS	2879	Inf.0,02	Inf.0,02	Inf.0,02			

Page 16 sur 27

Paramètre	Norme	Méthode	Code Sandre	Concentration moyenne pondérée			Flux journalier		
				Minimum	Maximum	Moyenne pondérée	Minimum	Maximum	Moyenne
HAP									
Naphtalène	NF EN ISO 6468	L-L(Hex.)/GC-MS	1517	Inf.0,05	Inf.0,05	Inf.0,05			
Fluoranthène	NF EN ISO 6468	L-L(hex)/GC-MS	1191	Inf.0,01	Inf.0,01	Inf.0,01			
Anthracène	NF EN ISO 6468	L-L(hex)/GC-MS	1458	Inf.0,01	Inf.0,01	Inf.0,01			
Chlorobenzènes									
Pentachlorobenzène	NF EN ISO 6469	L-L(hex)/GC-MS	1888	Inf.0,02	Inf.0,02	Inf.0,02			
Chlorobenzène	NF EN ISO 10301	HS/GC/MS	1467	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
BTEX									
Benzène	NF EN ISO 11423-1	HS/GC/MS-COV	1114	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
Ethylbenzène	NF EN ISO 11423-1	HS/GC/MS-COV	1497	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
Iso-propylbenzène	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	1633	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
Toluène	NF ISO 11 423-1	HSS/GC/MS	1278	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
(m+p) Xylènes	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	2925	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
o-Xylène	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	1292	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
Somme des xylènes (o, m, p)	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	1780	Inf.2	Inf.2	Inf.2			
COHV									
Dichlorométhane	NF EN ISO 11423-1	HS/GC/MS-COV	1168	Inf.5	Inf.5	Inf.5			
Chloroforme	NF ISO 11 423-1	HSS/GC/MS	1135	Inf.1	Inf.1	Inf.1			
Tétrachlorure de carbone	NF EN ISO 10 301	HS/GC/MS	1276	Inf.0,5	Inf.0,5	Inf.0,5			

Page 17 sur 27

Paramètre	Norme	Méthode	Code Sandre	Concentration moyenne pondérée			Flux journalier		
				Minimum	Maximum	Moyenne pondérée	Minimum	Maximum	Moyenne
1,2-dichloroéthane	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	1161	Inf.2	Inf.2	Inf.2			
Tétrachloro éthylène	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	1272	Inf.0,5	Inf.0,5	Inf.0,5			
Trichloroéthylène	NF EN ISO 11423-1	HSS/GC/MS	1286	Inf.0,5	Inf.0,5	Inf.0,5			
Alkylphénols									
4-n nonylphénol	NF EN ISO 18857-1	LL/GC-MS	1957	Inf.0,1	Inf.0,1	Inf.0,1			
4-nonylphénol	NF EN ISO 18857-1	LL/GC-MS	1958	0,2	0,2	0,1			
Nonylphénols (somme des deux substances 1957+1958)			6598	0,1	0,3	0,2	0,006	0,02	0,015
Pesticides									
Atrazine	NF EN ISO 11369	L-L/HPLC-DAD	1107	Inf.0,03	Inf.0,03	Inf.0,03			
Diuron	NF EN ISO 11369	L-L/HPLC/DAD	1177	Inf.0,05	Inf.0,05	Inf.0,05			
Lindane (gamma HCH)	NF EN ISO 6468	L-L(hex)/GC-MS	1203	Inf.0,02	Inf.0,02	Inf.0,02			
Simazine	NF EN ISO 11369	L-L/HPLC-DAD	1263	Inf.0,03	Inf.0,03	Inf.0,03			
Autres									
Biphényle	NF EN ISO 18857-1	GC/MS/LL - ALKPHE	1584	Inf.0,05	Inf.0,05	Inf.0,05			
Phosphate de tributyle	NF EN ISO 18857-1	GC/MS/LL - ALKPHE	1847	Inf.0,1	Inf.0,1	Inf.0,1			
Pentachlorophénol	NF EN ISO 12673	Dériv/L-L/GC-MS	1235	Inf.0,1	Inf.0,1	Inf.0,1			
Paramètres de suivi									
DCO	NFT 90 101	Potentiométrie	1314	31 000	264 000	151 833	1 978	23 892	12 251
Matières en suspension	NF EN 872	Pesée filtration AP40 Millipore	1305	7 600	164 000	70 600	485	14 842	6 446

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire : SITRA FRANCE
Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique
Seconde phase : surveillance pérenne

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélevements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1991 autorisant la société SITRA FRANCE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) sur le territoire de la commune de Sailly-sur-la-lys ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2013 prescrivant la surveillance initiale RSDE à l'établissement ;

VU la note du 27 avril 2011 du Directeur Général de la Prévention des Risques (DGPR) du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, du Transport et du Logement relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées,

VU le rapport de synthèse établi par la société SOCOR daté du 23 octobre 2014 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement

VU le courrier de l'inspection du 14 novembre 2014 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du XXXX ;

VU l'avis du CODERST du XXXXX ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE;

Considérant les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant les teneurs en substances dangereuses dans les rejets de l'établissement relevées lors de la phase de surveillance initiale pour la substance « Cuivre et ses composés » :

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

La société SITRA FRANCE dont le siège social est situé rue dela Lys – 62840 SAILLY SUR LA LYS doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires», pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :

- a/ Numéro d'accréditation
- b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Eaux résiduaires (sortie de la station d'épuration interne)	Cuivre et ses composés <i>Code SANDRE 1392</i>	1 mesure par trimestre	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	(source : annexe 5.2 de la circulaire du 5/01/2009)

les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les paramètres de suivi DCO et MES sont également prélevés et analysés selon les mêmes modalités.

Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant ces mesures sur le site de déclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREP). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 5 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)

Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : -1 = dangereuses prioritaires, - 2 = prioritaires, - 3 = pertinentes liste 1, - 4 = pertinentes liste 2 <i>(cf :article 4.2. de l'AP)</i>	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
Cuivre et ses composés	1392	4	5
Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total	1314 1841	Paramètres de suivi	30000 300
Matières en Suspension	1305		2000

Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

Autres paramètres

ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(*Nom, qualité*)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement¹

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire¹, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

¹Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

¹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.